



# La CIA, l'Arabie saoudite et l'histoire inavouable d'al-Qaïda

Par [Maxime Chaix](#)

Mondialisation.ca, 13 septembre 2016

[maximechaix.info](http://maximechaix.info)

Région : [États-Unis](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#),  
[Services de renseignements](#)

*Quinze ans après le 11-Septembre, alors que le Congrès vient d'[autoriser les citoyens américains](#) à poursuivre l'Arabie saoudite pour son rôle présumé dans ces attentats, la « guerre contre le terrorisme » lancée peu après l'effondrement des Tours jumelles ne trouve pas de conclusion. Dans ce contexte, un [nombre croissant](#) d'experts désignent le militarisme occidental dans le « [Grand Moyen-Orient](#) » comme un facteur majeur d'amplification de la menace terroriste. Or, une attention bien moindre a été accordée aux politiques clandestines de la CIA, des services secrets saoudiens et de leurs alliés, qui sont pourtant à l'origine de ce fléau. En effet, tout observateur avisé est au courant du rôle central de ces agences dans la création et l'essor d'al-Qaïda, depuis la campagne antisoviétique des années 1980 en Afghanistan jusqu'au soutien des groupes armés qui tentent de renverser Bachar el-Assad en Syrie. Plongée dans une période trouble et mécomprise de l'histoire récente des services spéciaux américains et de leurs principaux partenaires.*

Après le scandale du Watergate, le Congrès impose à la CIA de sévères restrictions légales et budgétaires. En réponse, des officiers de l'Agence créent un réseau alternatif appelé le Safari Club, du nom d'une luxueuse résidence de vacances au Kenya où ses membres se réunissent. Comme l'a expliqué l'ancien diplomate canadien Peter Dale Scott dans son dernier ouvrage, [L'État profond américain](#), « *durant les années 1970, d'importants officiers actifs ou retraités de la CIA (...) étaient mécontents des réductions budgétaires menées sous le Président Carter par Stansfield Turner, le directeur de l'Agence. En réponse, ils organisèrent un réseau alternatif que l'on appelle le Safari Club. Supervisé par les directeurs des services secrets français, égyptiens, saoudiens, marocains et iraniens (alors sujets du Shah), le Safari Club était secondé à Washington par un "réseau privé de renseignement", selon Joseph Trento. Ce réseau regroupait alors des officiers de l'Agence tels que Theodore Shackley et Thomas Clines, qui avaient été marginalisés ou renvoyés par le directeur de la CIA Stansfield Turner. Comme le prince [et ancien chef des services secrets saoudiens] Turki ben Fayçal l'expliquera plus tard, l'objectif du Safari Club n'était pas seulement l'échange de renseignements, mais également la conduite d'opérations clandestines que la CIA ne pouvait plus mener directement en raison du scandale du Watergate et des réformes qui s'ensuivirent.* » Ainsi fut mise en place une sorte de « deuxième CIA » hostile au Président Carter, mais favorable à celui qui allait lui succéder, l'ancien gouverneur Ronald Reagan – un farouche opposant à l'apaisement entre les États-Unis et l'URSS.

## **Années 1980 : la BCCI, la « deuxième CIA » et la création de la future al-Qaïda**

À cette époque, le Safari Club a besoin d'un réseau de banques pour financer ses opérations

anticommunistes. Avec la bénédiction du directeur de la CIA [George Bush sénior](#), le chef des services secrets saoudiens Kamal Adham transforme la banque [BCCI](#) en une véritable blanchisserie internationale d'argent sale. Toujours selon [Peter Dale Scott](#), « dans les années 1980, le directeur de la CIA William Casey prit des décisions cruciales dans la conduite de la guerre secrète en Afghanistan. Toutefois, celles-ci furent élaborées hors du cadre bureaucratique de l'Agence, ayant été préparées avec les directeurs des services de renseignement saoudiens – d'abord Kamal Adham puis le prince Turki ben Fayçal. Parmi ces décisions, nous pouvons citer la création d'une légion étrangère chargée d'aider les moudjahidines afghans à combattre les Soviétiques. En clair, il s'agit de la mise en place d'un réseau de soutien opérationnel connu sous le nom d'al-Qaïda depuis la fin de cette guerre entre l'URSS et l'Afghanistan. Casey mit au point les détails de ce plan avec les deux chefs des services secrets saoudiens, ainsi qu'avec le directeur de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI), la banque pakistano-saoudienne dont Kamal Adham et Turki ben Fayçal étaient tous deux actionnaires. Ce faisant, Casey dirigeait alors une deuxième Agence, ou une CIA hors canaux, construisant avec les Saoudiens la future al-Qaïda au Pakistan, alors que la hiérarchie officielle de l'Agence à Langley "pensait que c'était imprudent". »

Massivement cofinancée par les pétrodollars des Saoud – dont ceux puisés dans les caisses noires des [contrats d'armements](#) gérées par leur ambassadeur à Washington, le prince Bandar ben Sultan –, l'opération de soutien au jihad afghan débouchera sur le renforcement des seigneurs de guerre extrémistes et des trafiquants d'opium et d'héroïne dans les années 1980. Dans un [précédent ouvrage](#), qui avait été [recommandé](#) par le général d'armée (2S) [Bernard Norlain](#) lorsqu'il dirigeait la [Revue Défense Nationale](#), Peter Dale Scott expliqua qu'« en mai 1979, [les services secrets pakistanais de l'ISI mirent] la CIA en contact avec Gulbuddin Hekmatyar, le seigneur de guerre afghan qui bénéficiait certainement du plus faible soutien dans son pays. [Islamiste radical,] Hekmatyar était aussi le plus important trafiquant de drogue moudjahidine, et le seul à avoir développé un complexe de six laboratoires de transformation de l'héroïne dans le Baloutchistan, une région du Pakistan contrôlée par l'ISI. Cette décision prise par l'ISI et la CIA discrédite l'habituelle rhétorique américaine selon laquelle les États-Unis aidaient le mouvement de libération afghan. En fait, ils soutenaient les intérêts pakistanais (et saoudiens) dans un pays face auquel le Pakistan ne se sentait pas en sécurité. Comme le déclara en 1994 un dirigeant afghan à Tim Weiner, un journaliste du New York Times, "nous n'avons pas choisi ces chefs de guerre. Les États-Unis ont créé Hekmatyar en lui fournissant des armes. À présent, nous souhaitons que Washington les lâche et leur impose de ne plus nous tuer, afin de nous protéger de ces gens." » Finalement, au début de l'année 2002, Hekmatyar appellera à la « [guerre sainte](#) » contre les États-Unis depuis son lieu d'exil dans la capitale iranienne, avant de s'installer au Pakistan pour organiser des opérations anti-occidentales en Afghanistan.

### **Années 1990 : les pétrodollars saoudiens financent les talibans et al-Qaïda... avec l'appui des services américains**

Dans les années 1990, les pétrodollars saoudiens et le discret soutien de la CIA, du MI6 et de l'ISI favoriseront l'émergence des talibans. En effet, d'après le [chercheur et journaliste](#) britannique [Nafeez Ahmed](#), qui fut un [consultant](#) dans les enquêtes officielles sur les attentats du [11-Septembre](#) et du [7-Juillet](#), « à partir de 1994 environ et jusqu'au 11-Septembre, les services de renseignement militaires américains [1] ainsi que la Grande-Bretagne, l'Arabie saoudite et le Pakistan, ont secrètement fourni des armes et des fonds aux talibans, qui abritaient al-Qaïda. En 1997, Amnesty International a déploré l'existence

de “liens politiques étroits” entre la milice talibane en place, qui venait de conquérir Kaboul, et les États-Unis. (...) Sous la tutelle américaine, l’Arabie saoudite continuait de financer [l]es madrasas. Les manuels rédigés par le gouvernement américain afin d’endoctriner les enfants afghans avec l’idéologie du jihad violent pendant la guerre froide furent alors approuvés par les talibans. Ils furent intégrés au programme de base du système scolaire afghan et largement utilisés dans les madrasas militantes pakistanaïses financées par l’Arabie saoudite et l’ISI (...) avec le soutien des États-Unis. »

Dans un monde où, pour citer le général de Gaulle, « [les États n’ont pas d’amis \[mais\] que des intérêts](#) », Nafeez Ahmed [explique ces politiques clandestines](#) de soutien aux talibans par le fait que « les administrations Clinton et Bush espéraient se servir [de ces extrémistes] pour établir un régime fantoche dans le pays, à la manière de leur bienfaiteur saoudien. L’espoir vain et manifestement infondé était qu’un gouvernement taliban assure la stabilité nécessaire pour installer un pipeline trans-afghan (TAPI) acheminant le gaz d’Asie centrale vers l’Asie du Sud, tout en longeant la Russie, la Chine et l’Iran. Ces espoirs ont été anéantis trois mois avant le 11-Septembre, lorsque les talibans ont rejeté les propositions américaines. Le projet TAPI a ensuite été bloqué en raison du contrôle intransigeant de Kandahar et de Quetta par les talibans ; toutefois, ce projet est désormais en cours de finalisation », mais visiblement [sans la participation](#) des supermajors occidentales. Rappelons alors que la multinationale californienne UNOCAL, qui a été absorbée par ChevronTexaco en 2005, négociait ce projet avec les talibans entre 1997 et le printemps 2001, [avec le soutien](#) du gouvernement des États-Unis. Or, le régime du mollah Omar [protégeait Oussama ben Laden](#) et ses hommes à cette époque.

Toujours dans les années 1990, les politiques clandestines de la CIA et de ses alliés britanniques, saoudiens et pakistanais favoriseront l’essor global d’al-Qaïda – une réalité documentée mais largement ignorée dans le monde occidental. Dans [ce même article](#), Nafeez Ahmed rappelle que, « *comme l’historien britannique Mark Curtis le décrit minutieusement dans son livre sensationnel, Secret Affairs: Britain’s Collusion with Radical Islam, les gouvernements des États-Unis et du Royaume-Uni ont continué de soutenir secrètement des réseaux affiliés à al-Qaïda en Asie centrale et dans les Balkans après la guerre froide, et ce pour les mêmes raisons que précédemment, à savoir la lutte contre l’influence russe, et désormais chinoise, afin d’étendre l’hégémonie américaine sur l’économie capitaliste mondiale. L’Arabie saoudite, première plateforme pétrolière du monde, est restée l’intermédiaire de cette stratégie anglo-américaine irréflichte.* »

Après les attentats contre les Tours jumelles et le Pentagone, la CIA durcira sa politique antiterroriste en [détenant arbitrairement](#), en [torturant](#) et en [liquidant](#) des membres présumés ou avérés du réseau de Ben Laden dans le cadre de la « guerre globale contre le terrorisme ». [Pourtant](#), « vers le milieu [des années 2000], l’administration Bush décida d’utiliser l’Arabie saoudite pour transmettre des millions de dollars à des jihadistes affiliés à al-Qaïda, à des extrémistes salafistes et à des islamistes des Frères musulmans. L’idée était de renforcer ces groupes à travers le Proche-Orient et l’Asie centrale, dans l’objectif de contrer et de refouler l’influence géopolitique de l’Iran chiite et de la Syrie. En 2007, [le grand reporter] Seymour Hersh lui-même [rapporta](#) en détail le déploiement de cette stratégie dans le New Yorker, citant un certain nombre de sources gouvernementales issues des milieux de la défense et du renseignement aux États-Unis et en Arabie saoudite. » Ainsi, l’administration Bush revendiquait alors une « guerre contre le terrorisme » tout en soutenant des groupes jihadistes par l’entremise des services saoudiens – une politique de guerre par procuration qui trouve ses origines en Afghanistan dans les années 1980, et qui

sera imposée à la Syrie trois décennies plus tard.

Années 2010 : la CIA coordonne l'effort de guerre anti-Assad des pétromonarchies et de la Turquie

En janvier 2016, quarante ans après la création du Safari Club, le *New York Times* [révéla](#) que l'Arabie saoudite avait été « *de loin* » le principal financeur de la guerre secrète de la CIA en Syrie, baptisée « [opération Timber Sycamore](#) ». Ce journal cita le rôle majeur du prince Bandar ben Sultan dans celle-ci – alors qu'il dirigeait les services saoudiens entre juillet 2012 et avril 2014 –, tout en reconnaissant que cette opération de « *plusieurs milliards de dollars* » annuels avait conduit au renforcement des groupes jihadistes en Syrie, avec la complicité de la CIA. [Selon le Times](#), « *les efforts saoudiens [en Syrie] furent dirigés par le flamboyant prince Bandar ben Sultan, (...) qui demanda aux espions du royaume d'acheter des milliers [de mitrailleuses] AK-47 et des millions de munitions en Europe de l'Est pour les rebelles. La CIA a facilité certains [sic] de ces achats d'armements pour les Saoudiens, dont un vaste deal avec la Croatie en 2012. Durant l'été de cette même année, ces opérations semblaient être hors de contrôle à la frontière entre la Turquie et la Syrie, les nations du Golfe transmettant de l'argent et des armes à des factions rebelles – y compris à des groupes dont les hauts responsables américains craignaient qu'ils soient liés à des organisations extrémistes comme al-Qaïda.* »

En réalité, malgré ces craintes à Washington, la CIA coordonnait clandestinement depuis le mois de [janvier 2012](#) au moins deux réseaux d'approvisionnement en armes financés par les pétromonarchies du Golfe et la Turquie : une série de livraisons aériennes depuis les Balkans, qui a récemment fait l'objet d'une [enquête approfondie](#) du [BIRN](#) et de l'[OCCRP](#) confirmant le [rôle central de la CIA](#) dans ce trafic d'armes illégal ; et une autre voie d'approvisionnement maritime depuis la Libye, selon les [révélations](#) jamais démenties du journaliste d'investigation [Seymour Hersh](#).

Ainsi, le *New York Times* confirma indirectement les propos de la [parlementaire américaine](#) Tulsi Gabbard. Trois semaines avant les attentats du 13-Novembre, elle avait [dénoncé sur CNN](#) le soutien clandestin d'al-Qaïda par la CIA sur le front syrien, critiquant le fait que l'Agence avait pour objectif de renverser Bachar el-Assad en soutenant des rebelles loin d'être aussi modérés qu'ils nous avaient été décrits jusqu'alors. Comme elle l'affirma durant cet entretien, « *les États-Unis et la CIA doivent stopper cette guerre illégale et contreproductive pour renverser le gouvernement syrien d'Assad et doivent rester focalisés sur le combat contre notre ennemi réel, les groupes islamistes extrémistes. Car actuellement, nous voyons pourquoi cela est contreproductif : en œuvrant (...) pour renverser le gouvernement syrien d'Assad, nous [sommes] en train de renforcer nos ennemis, les islamistes extrémistes.* »

Avant de donner de plus amples détails sur cette politique clandestine et ses conséquences, elle rappela qu'« *il n'y pas eu de vote au Congrès pour autoriser l'usage de la force, pour autoriser une guerre visant à renverser un gouvernement souverain. Depuis que j'ai siégé [à la Chambre des Représentants], il n'y a eu aucun vote, y compris avant que je sois élue [en 2013]. Donc le peuple américain n'a pas eu l'opportunité de s'exprimer, d'approuver ou de désapprouver une telle guerre. Par conséquent, elle est illégale.* » Il est fort probable que le caractère illicite de ces opérations explique pourquoi le [Président Obama](#), l'ancienne secrétaire d'État [Hillary Clinton](#) et d'[autres hauts responsables](#) américains ont systématiquement occulté le rôle majeur de la CIA dans le conflit en Syrie, comme l'a récemment souligné le professeur à l'université Columbia [Jeffrey D. Sachs](#).



Lors de cette interview sur CNN, Tulsi Gabbard expliqua également que cette guerre secrète « est contreproductive car actuellement, des armements américains vont dans les mains de nos ennemis, al-Qaïda et ces autres groupes, des groupes islamistes extrémistes qui sont nos ennemis jurés. Ce sont des groupes qui nous ont attaqués le 11-Septembre, et nous étions censés chercher à les vaincre, mais pourtant nous les soutenons avec ces armes pour renverser le gouvernement syrien. (...) Je ne veux pas que le gouvernement des États-Unis fournisse des armes à al-Qaïda, à des islamistes extrémistes, à nos ennemis. Je pense que c'est un concept très simple : vous ne pouvez vaincre vos ennemis si, en même temps, vous les armez et vous les aidez ! C'est absolument insensé pour moi. (...) Nous en avons discuté [avec des responsables de la Maison-Blanche,] à la fois durant des auditions [parlementaires] et à d'autres occasions, et je pense qu'il est important que les citoyens des États-Unis se lèvent et disent : "Regardez, nous ne voulons pas aller [en Syrie] et faire ce qui s'est passé avec Saddam Hussein, faire ce qui s'est passé en Libye avec Kadhafi, car ce sont des pays qui ont sombré dans le chaos et qui ont été conquis par des terroristes islamistes à cause des actions des États-Unis et d'autres [pays]." »

Interrogé quelques semaines après ces déclarations, [2] Nafeez Ahmed souligna que « la représentante Gabbard est une femme politique de premier plan au sein du Parti Démocrate », dont elle assurait la [vice-présidence](#) avant de rejoindre l'équipe de campagne de Bernie Sanders. Ce bon connaisseur des arcanes de Washington ajouta qu'elle dispose d'un « accès à des informations gouvernementales confidentielles relatives aux politiques étrangères et militaires des États-Unis, puisqu'elle siège dans deux importantes commissions parlementaires : la Commission de la Chambre des Représentants sur les Forces armées et celle concernant les Affaires étrangères. De ce fait, ses critiques visant les politiques clandestines de l'administration Obama en Syrie sont à prendre très au sérieux. »

Surpris que les déclarations de Tulsi Gabbard n'aient pas suscité d'indignation nationale aux États-Unis, Nafeez Ahmed ajouta que « son témoignage sur CNN, loin d'être une "théorie du complot" infondée, confirme le soutien de la CIA en faveur de groupes affiliés à al-Qaïda en Syrie - qui s'opère principalement par l'entremise de nos partenaires régionaux tels que les États du Golfe et la Turquie. » Ces actions clandestines étant aujourd'hui de [notoriété publique](#), elles soulèvent des questions dérangeantes sur la façon dont les intérêts géostratégiques court-termistes des États-Unis et de leurs alliés continuent de menacer la sécurité nationale de nos démocraties, et de déstabiliser un nombre croissant de pays. Finalement, moins d'une semaine après les attentats du 13-Novembre, Tulsi Gabbard déposa une [proposition de loi](#), dont le but est de « stopper immédiatement la guerre illégale et contreproductive visant à renverser le gouvernement syrien d'el-Assad », cette initiative n'ayant [toujours pas été débattue ni votée](#) à la Chambre des Représentants.

### **Comment les opérations de la CIA et de leurs alliés saoudiens échappent au contrôle du Congrès**

[L'article](#) du *New York Times* cité précédemment souligna aussi l'importance des chefs de station de la CIA en Arabie saoudite, qui y sont décrits comme étant « le véritable lien » entre Washington et Riyad depuis plusieurs décennies. Le *Times* fit remonter les origines de cette relation opaque et fusionnelle à la création du Safari Club. En mobilisant des fonds étrangers dans les années 1980, ce réseau a permis de financer les opérations clandestines de la CIA en Angola, au Nicaragua et en Afghanistan tout en échappant à la supervision du Congrès américain. Un tel système de financement sera adopté dès 2012 dans la guerre en Syrie, cette institution ne pouvant contrôler ce que le *Washington Post* [a décrit en 2015](#) comme un « vaste effort [anti-Assad] de plusieurs milliards de dollars impliquant [la

CIA,] l'Arabie saoudite, le Qatar [,] la Turquie » et leurs alliés, à travers l'« [une des plus grandes opérations clandestines](#) » de l'Agence. Conformément à la doctrine du « [dédi plausible](#) », les financements extérieurs qu'elle mobilise ne sont pas soumis à la supervision du Congrès, qui ne peut exercer son contrôle sur les activités et les budgets des services spéciaux étrangers. Il en résulte que les États-Unis peuvent aisément [rejeter la faute](#) de l'essor des groupes extrémistes en Syrie sur leurs alliés du Proche-Orient, alors que la CIA soutient activement leurs opérations depuis les « [MOC](#) » (*Military Operations Centers*), des bases secrètes en Turquie et en Jordanie depuis lesquelles ont été livrées des [milliers de tonnes d'armement](#) aux milices anti-Assad, y compris [les plus extrémistes](#).

Si les politiques imposées depuis quarante ans par les maîtres-espions américains et saoudiens recèlent encore [bien des secrets](#), il ne fait plus de doute qu'elles ont grandement favorisé la création et l'internationalisation des réseaux jihadistes qui menacent dorénavant la paix mondiale. Comme [l'avait expliqué](#) Yves Bonnet, l'ancien responsable « *de la Direction de la surveillance du territoire (DST) (...), la CIA et l'Arabie saoudite ont créé de toutes pièces le terrorisme messianique dont se réclament Al-Qaïda et Daesh.* » Et pour citer à nouveau [Nafeez Ahmed](#), « *les réseaux moudjahidines afghans ont été formés et financés sous la supervision de la CIA, du MI6 et du Pentagone. Les États du Golfe ont apporté des sommes d'argent considérables, tandis que l'Inter-Services Intelligence (ISI) pakistanaise a assuré la liaison sur le terrain avec les réseaux militants coordonnés par [Abdullah] Azzam, [Oussama] ben Laden et [leurs complices]. L'administration Reagan a par exemple fourni 2 milliards de dollars aux moudjahidines afghans, complétés par un apport de 2 milliards de dollars de l'Arabie saoudite.* »

Après avoir rappelé ces faits bien connus, Nafeez Ahmed [remet en cause](#) une idée fautive qui a été continuellement reprise par une grande majorité d'experts et de journalistes occidentaux depuis le 11-Septembre : « *Selon la croyance populaire, cette configuration désastreuse d'une collaboration entre l'Occident et le monde musulman dans le financement des extrémistes islamistes aurait pris fin avec l'effondrement de l'Union soviétique. Comme je l'ai expliqué lors d'un témoignage au Congrès un an après la sortie du rapport de la Commission du 11-Septembre, cette croyance populaire est erronée. (...) Un rapport classifié des services de renseignement américains, révélé par le journaliste Gerald Posner, a confirmé que les États-Unis étaient pleinement conscients du fait qu'un accord secret avait été conclu en avril 1991 entre l'Arabie saoudite et Ben Laden, alors en résidence surveillée. Selon cet accord, Ben Laden était autorisé à quitter le royaume avec ses financements et partisans et à continuer de recevoir un soutien financier de la famille royale saoudienne à la seule condition qu'il s'abstienne de cibler et de déstabiliser le royaume d'Arabie saoudite lui-même. Loin d'être des observateurs distants de cet accord secret, les États-Unis et la Grande-Bretagne y ont participé activement.* »

Dans le [dernier livre](#) de Peter Dale Scott, cet accord d'avril 1991 entre Ben Laden et la famille royale saoudienne est corroboré [en citant](#) le livre [lauréat du prix Pulitzer](#) de Lawrence Wright sur al-Qaïda et le 11-Septembre. D'après d'autres sources crédibles, cette entente aurait été renouvelée en 1995, [selon Anthony Summers](#), puis en 1998, [selon Ahmed Babeeb](#). Parallèlement, d'après l'ancien diplomate et officier consulaire américain à Djeddah [Michael Springmann](#), « *la CIA transféra [des moudjahidines ayant combattu en] Afghanistan vers les Balkans, l'Irak, la Libye et la Syrie en leur accordant des visas US illégaux* » - affirmant avoir découvert que le consulat dans lequel il travaillait était en fait une « [base de la CIA](#) ».

Au vu des éléments étudiés dans cet article, loin d'être la nébuleuse insaisissable qui nous

est décrite dans les médias occidentaux, le réseau d'al-Qaïda a été utilisé par les services spéciaux américains et leurs partenaires y compris après la guerre froide, afin de remplir différents objectifs géostratégiques inavouables. Comme nous l'avons analysé, il s'agit de faits corroborés qui nous permettent, quinze ans après le 11-Septembre, de mesurer à quel point ces politiques clandestines de la CIA et de leurs alliés sont hors de contrôle. Les informations montrant que les forces soutenues par l'Agence en Syrie [combattent](#) celles qui appuient les opérations du Pentagone sur le terrain en sont une illustration édifiante.

### **La « guerre contre le terrorisme » : une guerre perpétuelle, lucrative (et mondiale ?)**

Ainsi, une étude approfondie de l'histoire d'al-Qaïda indique que l'essor global du jihad armé découle essentiellement des relations troubles entre les responsables de la CIA et leurs homologues saoudiens, dont le royaume est décrit par de [nombreuses sources autorisées](#) comme le principal sponsor des organisations islamistes à travers le monde. Du jihad afghan au [takfir syrien](#), des actions clandestines de la CIA massivement cofinancées par les pétrodollars saoudiens ont donc renforcé la nébuleuse al-Qaïda jusqu'à présent, et ce malgré le 11-Septembre, la mal-nommée « guerre contre le terrorisme », et les récents attentats ayant frappé les populations occidentales. Comme nous l'avons étudié, ces opérations de la CIA ont été bien souvent déléguées aux services saoudiens et à d'autres partenaires étrangers, ce qui explique pourquoi il est si difficile de comprendre le jeu dangereux de l'Agence vis-à-vis du terrorisme islamiste.

Peu traitée dans les médias, l'histoire inavouable d'al-Qaïda doit être expliquée à l'opinion publique car, comme le démontre la tragédie syrienne, les leçons du jihad afghan n'ont visiblement pas été retenues par nos dirigeants. Ainsi, de nouvelles catastrophes liées au terrorisme sont à craindre dans le monde occidental, notamment du fait du retour de Syrie des combattants extrémistes dans leurs [pays d'origine](#). Hélas, dans un contexte de [guerre perpétuelle](#) qui génère annuellement des [milliards de dollars de profits](#) pour les multinationales de [l'énergie](#), de [l'armement](#), du [mercenariat](#) et du [renseignement privé](#), les dirigeants occidentaux ont-ils la volonté de stopper ces interventions et de redéfinir une stratégie proche-orientale moins [militarisée](#), mais certainement [plus constructive](#) ? Après quinze années d'une « guerre contre le terrorisme » qui a [considérablement amplifié cette menace](#), qui a favorisé une [privatisation massive des opérations militaires](#), et qui aurait engendré la mort de [plus d'un million de personnes](#) rien qu'en Irak, en Afghanistan et au Pakistan, cette question dérangeante mérite d'être posée.

Enfin, concernant le *casus belli* qui a légitimé cette guerre perpétuelle, une interrogation tout aussi perturbante subsiste. En effet, les principaux accusés des attentats du 11-Septembre n'ont toujours [pas été jugés](#) par les tribunaux militaires de Guantánamo. Bien que les aveux extirpés sous la torture sont juridiquement irrecevables, il n'en demeure pas moins que le plus grand crime de l'Histoire moderne des États-Unis n'a encore jamais fait l'objet d'un quelconque procès.

Or, le Congrès américain vient d'autoriser les [familles des victimes](#) de ces événements à poursuivre l'Arabie saoudite en justice pour son rôle présumé dans ces attaques – malgré [le veto](#) du Président Obama, qui empêchera la promulgation de cette loi. Dans ce contexte, au vu de la relation fusionnelle entre le royaume des Saoud et la CIA, cette analyse [écrite par Jean-Pierre Chevènement en 2004](#) est encore plus pertinente aujourd'hui : « *la propagation du terrorisme islamiste, certes regrettable, fournit aussi un alibi idéal à l'entreprise de recolonisation du Moyen-Orient et de domination mondiale, à l'échelle d'un "nouveau siècle américain", dans laquelle s'est lancée l'administration de George W. Bush.*

*L'histoire du retournement des milices wahhabites d'Oussama ben Laden contre les États-Unis, qui les avaient soutenus contre l'URSS en Afghanistan, comporte tant de zones d'ombres qu'on peut se demander si la coopération très étroite entre la CIA et les services secrets saoudiens du prince Turki, congédié seulement quinze jours avant le 11-Septembre, n'éclairerait pas utilement les circonstances d'un événement qui a ouvert une page nouvelle dans l'histoire des relations internationales : comme Athéna sortant tout armée de la cuisse de Jupiter, la "Quatrième Guerre mondiale" a été décrétée ce jour-là. » [3]*

Maxime Chaix

## Notes

[1]. J'ai demandé à Nafeez Ahmed ce qu'il signifiait par « services de renseignement militaire », une expression qu'il emploie fréquemment. En réalité, il fait référence aux branches paramilitaires des services spéciaux agissant dans le cadre d'opérations clandestines, comme celles de la CIA, du MI6, de l'ISI (etc.), et qui sollicitent parfois l'appui des forces spéciales et des services de renseignement militaire.

[2]. Je réalisais alors une interview écrite de Nafeez Ahmed, qui n'a jamais vu le jour en raison des attentats du 13-Novembre et de la surcharge de travail que ce drame avait engendrée pour [lui](#) et [moi](#).

[3]. [Hyperlien](#) et accentuation ajoutés.

La source originale de cet article est [maximechaix.info](http://maximechaix.info)

Copyright © [Maxime Chaix](http://Maxime Chaix), [maximechaix.info](http://maximechaix.info), 2016

Articles Par : [Maxime Chaix](http://Maxime Chaix)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)